

*Introduction*¹

Afin d'esquisser un portrait de la Chine après la Première Guerre mondiale et à la veille du premier cycle de grèves ouvrières de 1919-1923, constituant le point de départ de cette anthologie, il faut partir de la position prépondérante occupée par les pays impérialistes. Au cours de plus d'un demi-siècle, les grandes puissances avaient mené cinq guerres sur le territoire chinois, brisant *manu militari* l'enveloppe de l'empire millénaire et enchaînant le « dragon chinois » avec des privilèges territoriaux (une trentaine de concessions et plus de 45 ports « ouverts »), des privilèges judiciaires (extraterritorialité et tribunaux consulaires), des privilèges militaires (droit d'envoyer des navires de guerre dans les eaux intérieures, d'avoir des troupes stationnées dans les concessions, à Pékin et dans les points-clés entre la capitale et la mer) ainsi que des privilèges financiers (prélèvement des droits de douane, de l'impôt sur le sel, etc.).

Vaincue sur les champs de bataille, la vieille classe dominante latifundiste-mercantile ne pouvait plus s'opposer à la force et à la technique supérieure des étrangers. Au début du xx^e siècle, tous les principaux pays impérialistes étaient désormais présents en Chine : le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, le Japon et les États-Unis. La Chine fut à la fois spectatrice et victime des rivalités et des convoitises insatiables des grandes puissances, qui s'étaient mises « avec tant de zèle à piller – pardon, “à prendre à bail” – le sol chinois qu'on en [était] venu, non sans raison, à parler d'un partage de la Chine² » : le sort de ses chemins de fer, des concessions, des ports et de provinces entières fut décidé dans les chancelleries de l'impérialisme. L'organisme sénile du « grand malade » de l'Extrême-Orient n'avait plus la force de s'opposer à la pénétration économique et militaire des pays impérialistes ; mais la présence de tant de concurrents rendait impossible son assujettissement colonial par une seule puissance, car n'importe quel plan d'occupation pouvait déclencher une grave crise internationale. La résultante de la

1. *Origini e sconfitta dell'Internazionalismo in Cina. 1919-1927*, Edizioni Pantarei, Milan, 2006.

2. Lénine, « La guerre de Chine », in *Œuvres complètes*, Éditions Sociales, Paris, 1959, t. 4, p. 389.



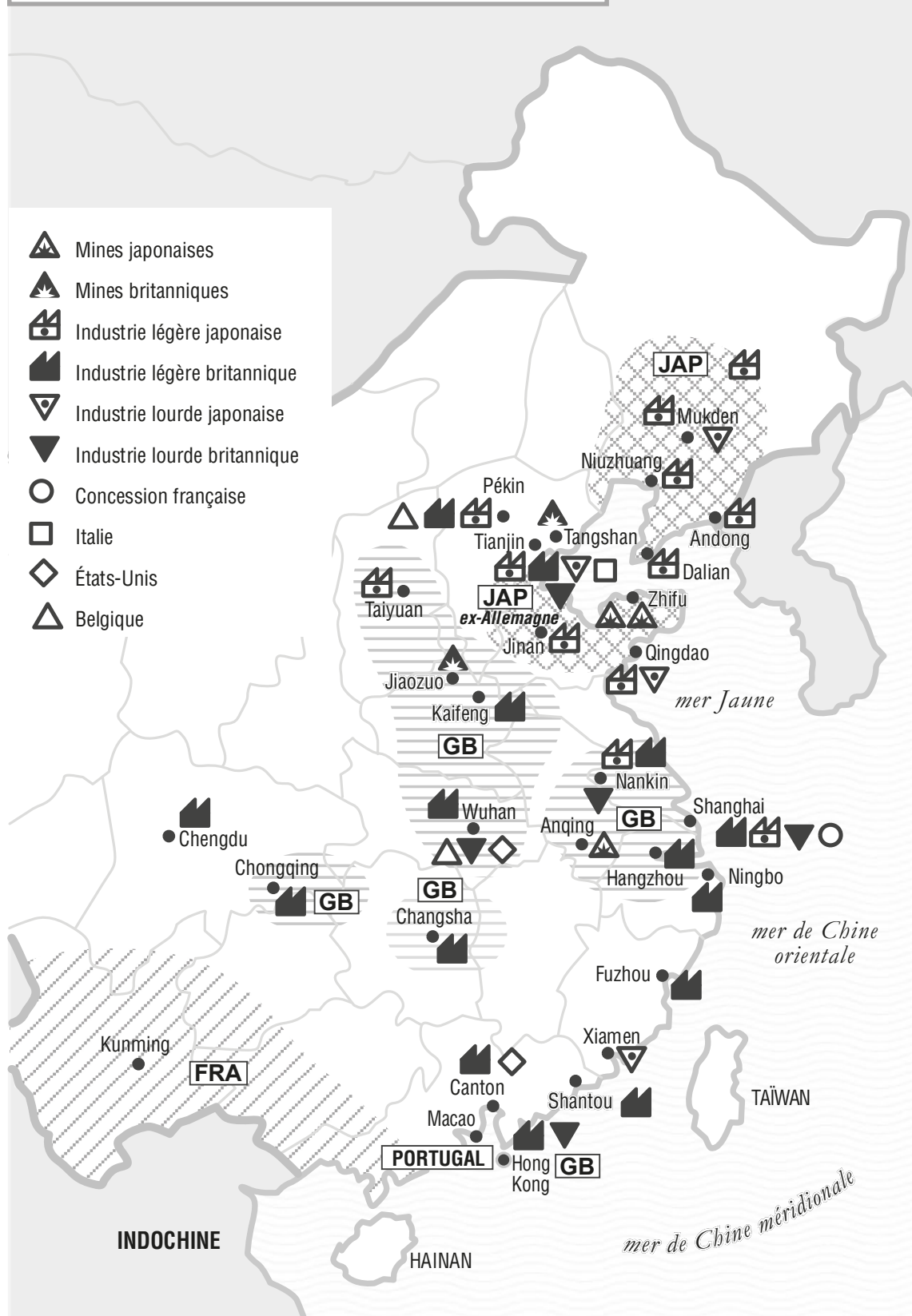
confrontation entre les grandes puissances pour la suprématie sur le marché chinois fut donc la réduction de la Chine à l'état de pays semi-colonial et le partage de son vaste territoire en sphères d'influence : tout cela reste inédit dans l'histoire.

En 1919, la répartition géographique des intérêts étrangers reflétait le dessin des sphères d'influence. Reine des mers et encore maîtresse du plus vaste empire colonial, la Grande-Bretagne jouissait des investissements les plus importants et des privilèges les plus convoités en Chine. Depuis Shanghai, elle contrôlait la Chine centrale à travers le Yangzi Jiang, où elle avait des intérêts considérables (filatures de coton, manufactures de tabac, compagnies de navigation, banques, etc.) ; son influence s'étendait jusqu'à la plaine de la Chine du Nord (mines de KMA et du Peking Syndicate) et, par le biais d'un syndicat anglo-italien, dans le Shanxi. La France contrôlait plusieurs entreprises à Shanghai, comme la Compagnie des tramways, ainsi qu'à Tianjin, mais ses intérêts étaient surtout concentrés dans les trois provinces à la frontière avec l'Indochine française : le Yunnan, le Guangdong et le Guangxi. Les groupes financiers japonais étaient présents à Shanghai avec les manufactures de coton de Naigai Wata Kaisha, dans le Nord-Est du pays avec la compagnie SMR et les mines de charbon de Fushun, et dans l'ex-colonie allemande du Shandong. La Russie s'était installée dans le nord de la Mandchourie, des traités secrets ayant divisé les provinces du nord et du sud de la Mandchourie entre la Russie et le Japon. La Belgique avait des intérêts à Pékin et à Hankou, et l'Italie à Tianjin. Les États-Unis étaient présents à Hankou et à Canton : en soutenant la politique de la « porte ouverte », ils s'assuraient la liberté d'accéder aux ports chinois.

À cette époque, en Chine, des zones capitalistes coexistaient avec des zones précapitalistes. Avec la fin de l'isolement séculaire de l'Empire du Milieu, l'industrie capitaliste moderne s'était développée sur les côtes et le long des grands fleuves, tandis que l'économie locale de l'autosuffisance prédominait dans les autres régions. Par exemple, en remontant le cours du Yangzi Jiang depuis Shanghai jusqu'au cœur du continent asiatique, on pouvait rencontrer les différents groupes sociaux, sédimentés les uns sur les autres, qui s'étaient formés durant les différentes périodes de l'histoire de la Chine. Arrigo Cervetto écrit :

Au XIX^e siècle, l'unité de l'État chinois connaissait une crise provoquée par des groupes capitalistes européens, américains et japonais. Si l'unité de cet État a pu se préserver, ou du moins se recomposer, face aux invasions de populations nomades ou plus arriérées, c'est parce que le mode de production sur lequel elle reposait était plus solide, plus homogène et plus étendu que celui des envahisseurs et finissait par s'imposer aux envahisseurs eux-mêmes. La continuité de l'unité étatique résidait dans la continuité du mode de production.

SPHÈRES D'INFLUENCE DES GRANDES PUISSANCES DURANT LES PREMIÈRES DÉCENNIES DU XX^e SIÈCLE



Entrée en contact avec un mode de production supérieur, le mode capitaliste, la structure économique de la Chine était contrainte de se différencier et entraînait en crise. L'unité du marché chinois, basée sur une homogénéité du mode de production, se brisait, et on voyait se créer toute une série de marchés qui gravitaient autour du commerce des différentes puissances impérialistes. Tandis que se créaient de grandes zones capitalistes reliées au commerce mondial, de vastes zones précapitalistes persistaient où le mode de production capitaliste n'était pas prédominant ; mais surtout, ces zones différenciées finissaient par constituer des marchés séparés, dans la mesure où chacune gravitait autour d'une puissance impérialiste.

De fait, même si un seul État survivait, il n'existait plus une Chine, mais plusieurs Chines. La rupture de l'unité étatique formelle n'était plus qu'une question de temps¹.

La révolution de 1911

Au tournant du siècle, la dissolution de l'unité étatique de la Chine s'annonçait déjà, ainsi que la tendance au déplacement du centre politique, du Nord, plus arriéré, vers le Sud, plus évolué du point de vue industriel et commercial. La « rupture de l'unité étatique formelle » se produisit en 1911, déclenchée par la controverse entre le centre et les provinces sur la question ferroviaire. Le gouvernement impérial voulait donner les chemins de fer en gage des prêts étrangers obtenus pour financer la modernisation de l'armée et consolider le régime ; toutefois, cela accéléra la rupture de l'unité étatique :

Le mouvement pour la protection des chemins de fer qui agite le Sichuan à partir du mois de mai 1911 prélude à la révolution. Le décret de nationalisation des voies ferrées (9 mai), assorti d'un emprunt étranger de 6 millions de livres sterling, a dressé les notables de la province contre le gouvernement central. [...] Les intérêts financiers lésés, le patriotisme chinois outragé par le recours aux fonds étrangers, le particularisme sichuanais menacé par l'intervention du gouvernement impérial, poussent l'opinion publique à se mobiliser dans une violente campagne dirigée par les principaux intéressés, les notables. Appuyés par l'Assemblée provinciale² et par l'assemblée des actionnaires de la compagnie ferroviaire, ils fondent le 21 juin la Ligue pour la protection de la voie ferrée, font circuler des pétitions, organisent des manifestations. Puisque ces manifestations ne font aucun effet, les actionnaires se réunissent le 24 août dans la capitale de la province, Chengdu, et décident d'intensifier la lutte en recourant à la fermeture des magasins et des écoles, à la grève des impôts, à la constitution de milices locales. [...] Les désordres du Sichuan inquiètent le gouvernement central. Duan Fang reçoit l'ordre de se diriger sur la

-
1. Arrigo Cervetto, *L'Impérialisme unitaire*, t. 2, Éditions Science Marxiste, Montreuil, 2013, p. 106.
 2. En 1907, un édit impérial avait accordé l'élection des assemblées provinciales au suffrage restreint. Celles-ci se transformèrent souvent en un centre d'opposition au gouvernement de Pékin. [NdR]